

ART. 2 - L'agrément est accordé pour les branches IARD (Incendie, Accidents et Risques Divers) et la branche vie prévue par l'article 201 de la loi n° 93 040 du 20 juillet 1993 portant code des Assurances et respectivement énumérées de 1 à 18 et de 20 à 22.

ART. 3 - La date d'exploitation effective du présent agrément doit être communiquée au ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme avant le démarrage des activités de l'entreprise.

ART. 4 - La société « Assurances Générales de Mauritanie, (AGM) » est tenue de se soumettre à tout contrôle exigé par les services compétents du ministère chargé du contrôle des assurances.

ART. 5 - Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 755 du 17 octobre 1998 fixant les quotas d'abattage et les périodes d'ouverture/fermeture pour la chasse de certaines espèces animales.

ARTICLE PREMIER - La chasse aux espèces suivantes est ouverte dans les conditions fixées à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

Les canards, les phacochères, les pintades, les francolins, les tourterelles, les gangas, les lièvres, les chevaliers, les oies, les dendrocynnes.

ART. 2 - La chasse au canard sera ouverte du 14 novembre de l'année en cours au 15 mars de l'année suivante.

ART. 3 - La chasse des pintades, des phacochères, des francolins, des tourterelles, des gangas, des lièvres, des chevaliers, des oies, des dendrocynnes sera ouverte du 14 novembre de l'année en cours au 30 avril de l'année suivante.

ART. 4 - L'exercice de la chasse est soumis à la détention d'un permis de port d'arme et d'un permis de chasse en cours de validité.

ART. 5 - Le prix du permis, valable pour une saison de chasse est de vingt mille ouguiya (20.000 UM) pour les chasseurs résidents en Mauritanie.

Les non - résidents peuvent avoir droit à un permis invité, valable pour deux week - end successifs, pour le prix de douze mille ouguiya (12.000 UM).

ART. 6 - Les permis de chasse sont délivrés par le directeur de l'environnement et de l'aménagement rural.

ART. 7 - La chasse est ouverte dans les lieux suivants :

Région Trarza :

- département Rosso.
- département Keur - Macène sauf dans la zone dite Diawling au sud de la latitude 16°-30 et de la zone d'amodiation.
- département R'Kiz

Région Brakna

- lac d'Aleg, lac de Mâle

Région du Gorgol

- département de M'Bout, département de Fouta Gleita

Région Assaba

- Mare de Kankossa

Région Hodh Echargui

- Mare de Mahmouda

La chasse dans d'autres lieux pourra être autorisée par dérogation spéciale du directeur de l'Environnement et de l'Aménagement Rural.

ART. 8 - La chasse n'est autorisée que les jeudi et vendredi et jours fériés, ou par dérogation spéciale.

ART. 9 - Les limites d'abattage sont :

par an

5 phacochères

par week - end

10 dendrocynnes, 05 pintades, 05 gangas, 02 lièvres, 10 chevaliers, 10 tourterelles, 10 canards, 01 oie d'Égypte, 01 oie de Gambie

ART. 10 - Les permis d'invités autorisent :

a) un abattage de deux phacochères et une oie de Gambie à mentionner sur le permis de chasse.

b) les mêmes quotas que les résidents à la chasse et par week - end.

ART. 11 - IL est interdit :

- de tirer sur les femelles suitées ou gravides

- de dépasser les limites d'abattage mentionnées à l'article 9.

ART. 12 - Les infractions au présent arrêté sont réprimées conformément aux dispositions de la loi n° 97/006 du 20 janvier 1997 abrogeant et remplaçant la loi n° 003/75 du 05 février portant code de la chasse et protection de la nature.

ART. 13 - Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions antérieures contraires.

ART. 14 - Le Directeur de l'Environnement et de l'Amenagement Rural est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère de l'Équipement et des Transports

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 757 du 18 octobre 1998 portant création et organisation des gares routières en Mauritanie.

ARTICLE PREMIER - Il est créé un bureau chargé de gérer les gares routières de fret et de passagers sur l'ensemble du territoire national, dénommé Bureau National de Transport (BNT).

COMPOSITION DU BUREAU

ART. 2 - Le Bureau National de Transport est composé comme suit :

- un représentant de l'administration désigné par le Ministre chargé des Transports

- cinq (5) représentants désignés par les associations syndicales ou professionnelles légalement reconnues.

- La représentation des associations syndicales ou professionnelles légalement reconnues au sein du bureau, est déterminée par le nombre d'adhérents dont elles disposent, et qui doit être au moins

égale à 20% des transporteurs enregistrés dans les gares routières.

le Bureau est désigné pour un mandat de quatre ans renouvelable.

La présidence du bureau est assurée par le représentant de l'administration, qui doit être un haut fonctionnaire désigné par le Ministre chargé des Transports.

DISPOSITION TRANSITOIRE

ART. 3 - En attendant la mise en place des structures des nouvelles associations syndicales ou professionnelles, conformément aux critères du présent arrêté, une entente concertée peut permettre la mise en place du premier bureau pour une durée déterminée de deux ans.

ATTRIBUTIONS DU BUREAU

ART. 4 - Le bureau désigne un gestionnaire chargé de veiller au bon fonctionnement des gares routières, il est responsable devant le bureau.

Le bureau nomme aussi un trésorier chargé de la collecte des fonds, de la tenue des livres comptables et de la liquidation des dépenses.

Le bureau fixe et adopte les budgets annuels des gares routières et approuve les comptes financiers de l'exercice écoulé.

Le bureau tient une cession ordinaire tous les trois mois. Il pourra en cas de besoin, tenir une ou plusieurs cessions extraordinaires sur la convocation de son président ou à la demande des deux tiers de ses membres.

Le bureau est seul habilité à céder les biens mobiliers et gérer les biens immobiliers des gares routières.

Le bureau doit élaborer un règlement intérieur qui fixe les modalités de gestion des gares routières, de leurs moyens humains et détermine les avantages accordés aux membres du bureau.

Le gestionnaire est chargé de :

- l'enregistrement, l'affectation des véhicules par ordre de leur arrivée et selon la destination choisie par les transporteurs ;

- la réception, la répartition du fret et des passagers, ainsi que l'établissement des